

La "Société civile burundaise" risque d'être éclaboussée par des scandales

À @rib News, 15/05/2014 Le FORSC ferait-il de lâ€™arnaque son cheval de bataille ? Par Anaclet Muhakwanke Avec la sortie de lâ€™ombre de ce qui a Â©tÃ© prÃ©sentÃ© comme la sociÃ©tÃ© civile citoyenne, il devient plus que jamais clair que sociÃ©tÃ© civile burundaise est divisÃ©e en deux blocs : celui qui combat ouvertement le pouvoir et celui qui dÃ©fend plutÃ´t rÃ©gime contre vents et marÃ©es. Ceux qui Â©taient habituÃ©s Ã nÃ©entendre que les prÃ©sidents de lâ€™APRODH, de la PARCEM et des syndicats des enseignants, des infirmiers et des magistrats dÃ©couvrent dÃ©sormais une sociÃ©tÃ© civile qui se nomme SociÃ©tÃ© civile citoyenne (Socic). LÃ©apparition de cette sociÃ©tÃ© civile apparemment proche du pouvoir mÃ©rite lâ€™attention mais surtout il faut sÃ©intÃ©resser aux rÃ©vÃ©lations relatives aux accusations dÃ©escroquerie qu dÃ©clabousser le forum de la sociÃ©tÃ© civile FORSC.

La sociÃ©tÃ© civile burundaise sÃ©enrichit dÃ©un nouveau forum Il nÃ©est un secret pour personne quÃ©au Burundi ailleurs dans le monde, bien des esprits malins se cachent derriÃ©re la sociÃ©tÃ© civile pour prÃ©parer la conquÃ©te du pouvoir ou pour faire le contrepoids du rÃ©gime en place. Les histoires dÃ©anciens journalistes, syndicalistes, militants de droits de lâ€™homme devenus ministres, ambassadeurs ou conseillers spÃ©ciaux de chefs dÃ©Etat sont lÃ©gion. La frontiÃ©re entre le politique et lâ€™associatif est trÃ©s mince. Ce genre dÃ©acteurs demeure redoutable et imprÃ©visible. Avec une opposition absente sur le terrain, le pouvoir de Bujumbura redoute la sociÃ©tÃ© civile. Celle-ci a pris son rÃ©le trop au sÃ©rieux et semble avoir abusÃ© de son capital de sympathie auprÃ©s dÃ©une large opinion nationale. Elle est accusÃ©e de substituer Ã lâ€™opposition ou de ne rouler que pour elle. Rien ne filtre quant aux sommes dÃ©argent que cette sociÃ©tÃ© brasse. Disons sÃ©agit dÃ©un terrain juteux que dÃ©autres Burundais convoitent pour tirer leur Â©pingle du jeu du partage manne accordÃ©e par les bailleurs de fonds. Et la lutte pourrait Ã©tre rude surtout Ã lâ€™approche des Â©lections de 2015 et des financements dÃ©encadrement des Â©lecteurs ou des missions dÃ©observation des meetings, utilisation des moyens de l et du dÃ©roulement des scrutins au niveau des bureaux de vote. La SociÃ©tÃ© Civile Citoyenne vient dÃ©entrer en grande pompe dans lâ€™arÃ©ne. Elle se dÃ©clare Ã « organisation burundaise fÃ©dÃ©rant des associations rassemblant des centaines de milliers de citoyens Burundi ». Dans sa confÃ©rence de presse du 12 mai 2012, son coordinateur M. Pierre Claver Kazihise a dÃ©noncÃ© Ã « la manipulation comme danger pour la paix et la dÃ©mocratie » quÃ©exercer certains leaders dÃ©organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, souvent fortement financÃ©es par des bailleurs de fonds. Et monsieur Kazihise dÃ©expliquer que cette manipulation se manifeste Ã travers de nombreuses tentatives de tromper la communautÃ© internationale. Il nÃ©va pas par quatre chemins : « Au Burundi, il y a 2 sociÃ©tÃ©s civiles dont celle des enfants de la dictature des Bahima burundais, cÃ©est Ã dire liÃ©e aux anciens rÃ©gimes militaires successifs Micombero, Bagaza, Buyoya (SociÃ©tÃ© civile dite UPRONA ex-Parti unique Ã savoir : FORSC, OLUCOME, APRODH, OAG, COSOME, Ligue ITEKA, Radio RPA, Radio Isanganiro, Radio TV Renaissance, Radio Bonesha F.M, etc.) » Monsieur Kazihise est dÃ©avis que la Socic est une Plateforme IntÃ©grale Burundaise de la SociÃ©tÃ© Civile pour lâ€™EfficacitÃ© de lâ€™aide au dÃ©veloppement dÃ©ajouter que la SOCIC fait partie de cette civile burundaise, silencieuse et laborieuse, qui tente de rÃ©pondre au besoin des citoyens Burundi de maniÃ©re gÃ©nÃ©rale et se montre comme un adjuvant de la politique de dÃ©veloppement en cours au Burundi. Le coordonnateur de la Socic a dÃ©noncÃ© le climat gÃ©nÃ©ral de peur et de tension que tente dÃ©instaurer la sociÃ©tÃ© civile aile de lâ€™Uprona au sein de la population burundaise. Mais Kazihise ne prÃ©cise pas de quel UPRONA il sÃ©agit, Â©tant donnÃ© quÃ©il existe celui reconnu par le ministre burundais de lâ€™intÃ©rieur et celui dit illÃ©gal de Ch mais qui a lâ€™oreille de tous les dÃ©putÃ©s Ã lâ€™assemblée nationale ! LÃ©autre question quÃ©il faut poser Ã Kaz pour pourquoi ne pas parler plutÃ´t de sociÃ©tÃ© civile UPRONA-ADC IKIBIRI Â©tant donnÃ© que les partis de cette coalition politique jouissent du soutien de cette sociÃ©tÃ© civile ainsi dÃ©criÃ©e. Point nÃ©est besoin de rappeler quÃ©une certaine burundaise considÃ©re les Organisations Internationales, les ONG Â©trangÃ©res et les associations de la sociÃ©tÃ© civile comme la chasse gardÃ©e de lâ€™ethnie tutsie au mÃ©pris des quotas des accords dÃ©Arusha. A ces critiques, les Organisations Internationales et les ONG Â©trangÃ©res rÃ©torquent que la prioritÃ© est accordÃ©e Ã lâ€™expÃ©rience et Ã la compÃ©tence sÃ©taient engagÃ©es Ã Â©quilibrer. Le FORSC voit ses casseroles Â©talÃ©es sur la place publique Dans un combat lointain dÃ©Ã©tre celui de David contre Goliath, les Burundais tombent des nues en dÃ©couvrant ce qui est prÃ©sentÃ© comme stratÃ©gie dÃ©arnaque de ce forum de certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. Il est vrai quÃ©une certaine considÃ©re le mouvement associatif burundais comme une magouille ou du mercenariat tout court. Et oÃ¹ est passÃ© le patriotisme hÃ©ritÃ© de Rwagasore ? OÃ¹ est passÃ©e lâ€™intÃ©gritÃ© lÃ©gendaire du Murundi comme elle est attestÃ©e de Paul Mirerekano ? Selon des sources dignes de foi, le FORSC ferait croire Ã ses bailleurs quÃ©il reprÃ©sente 146 associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. En rÃ©alitÃ©, il nÃ©y a que 82 associations qui se rÃ©clament de ce forum a des intÃ©rÃ©ts et des sujets du moment. 72 de ces associations sont pour la plupart du temps inactives et nullement en ordre avec les cotisations au FORSC, la participation aux rÃ©unions et en gÃ©nÃ©ral sont dÃ©avis que le FORSC sert de positionnement politique Ã son dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral. Pour dire en dÃ©autres termes que le FORSC ne compterait que associations actives et en ordre Ã savoir : Associations des Amis de la Nature (AAN), Association des Biologistes pour la Protection et la Promotion de lâ€™Environnement (ABPPE), lâ€™Association des Femmes Juristes du Burundi (AFJB), lâ€™Association Nationale de Soutien aux SÃ©ropositifs et SidÃ©ens (ANSS), Association pour la Protection de lâ€™Environnement et le DÃ©veloppement de la Population du Burundi (APEDP), Biraturaba asbl, Cadre Associatif des Solidaires du Burundi (CASOBU), Organisation dÃ©Appui Ã lâ€™auto promotion (OAP), Syndicat Libre de lâ€™Enseignement Burundi (SLEB), Syndicat des Travailleurs de lâ€™Enseignement (STEB) et le FOCODE de Pacifique NININHAZWE. MalgrÃ© que le FORSC sÃ©amenuise comme une peau de chagrin, ses demandes en termes de financement vont crescendo. On se souvient quÃ©en 2009, le Ministre de lâ€™intÃ©rieur a dÃ© suspendre le FORSC pour non-conformitÃ© a textes en vigueur. DÃ©jÃ faut-il rappeler que le 8 mai dernier, lors de la prÃ©sentation du projet du FORSC avec lâ€™appui de 125,681 US\$ accordÃ© par Trade Mark East Africa, projet devant inciter les commerÃ§ants Ã frÃ©quenter les pistes officielles dans le cadre de lâ€™intÃ©gration dans lâ€™EAC, Audace Bizabishaka du syndicat des commerÃ§ants SYGECO a part de sa dÃ©sapprobation en arguant que FORSC aurait dÃ© lâ€™associer. Une note discordante qui nÃ©est pas passÃ©e

inaperçue et illustre le malaise qui gonfle au sein de certaines associations de la société civile. Pour ou contre le contrôle des financements de la société civile burundaise ? Au Burundi, les ambassades et les organisations internationales peuvent financer directement les actions et les projets des associations de la société civile. Le gouvernement n'y voit que du feu. Et malgré ces révélations sur la véritable force du FORSC, les choses peuvent continuer comme si de rien n'était. A qui la faute ? Au gouvernement du Burundi ? L'argent est le nerf de la guerre, ne faut jamais oublier qu'au Burundi, la lutte pour l'avoir et le pouvoir a précipité toute une nation dans l'abandon et des pratiques d'apartheid. Anaclet Muhakwanke